

Treizième session du Forum des Nations Unies sur les forêts: 7-11 mai 2018

La treizième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF13) s'est tenue du 7 au 11 mai 2018 au siège des Nations Unies à New York. Environ 450 participants issus des États membres, des organisations internationales, du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) et des grands groupes sociaux ont assisté à la session qui a englobé une table ronde ministérielle sur les solutions fondées sur les forêts permettant d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Les délégués ont également abordé la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts 2017-2030 (PSNUF), ont annoncé des contributions nationales volontaires et ont examiné et adopté une stratégie de communication et de sensibilisation.

La FNUF13 a adopté, le vendredi 11 mai, une résolution de portée générale qui porte sur:

- la mise en œuvre du PSNUF;
- le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports;
- les moyens de mise en œuvre;
- la contribution du système des Nations Unies à la mise en œuvre du PSNUF;
- la contribution du Forum à l'examen des ODD devant être effectué par le Forum politique de haut niveau (FPHN) en 2018;
- la préparation de l'examen du FPHN en 2019; et
- des données concernant la réforme du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies concernant le FNUF.

La FNUF13 était la deuxième réunion organisée dans le cadre du nouveau format annuel qui alterne la mise en œuvre et les conseils techniques dans les années impaires avec le dialogue politique et l'élaboration et la prise de décision les années paires.

Bref historique du FNUF

Le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) a été créé en 2000, au terme d'une période de cinq ans de dialogue sur les politiques forestières, au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur les forêts (GIF) et du Forum intergouvernemental sur les forêts (FIF). En Octobre 2000, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), devait, dans sa résolution 2000/35, établir l'Accord international sur les forêts (AIF) qui a établi le FNUF en tant qu'organe subsidiaire de l'ECOSOC avec pour principal objectif de promouvoir la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts.

Les principales fonctions du FNUF sont les suivantes: faciliter la mise en œuvre des accords ayant trait aux forêts et favoriser une compréhension commune de la GDF; assurer le développement continu des politiques et du dialogue entre les gouvernements, les organisations internationales et les grands groupes, ainsi que traiter des questions forestières et les domaines de préoccupation émergents, de manière holistique, exhaustive et intégrée; améliorer la coordination des politiques et des programmes sur les questions touchant aux forêts; renforcer la coopération internationale et assurer le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports sur les progrès accomplis; et renforcer l'engagement politique en faveur de la gestion, conservation et développement durable de tous les types de forêts.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du FNUF	1
Compte rendu de la FNUF13	3
Mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts 2017-2030	3
Suivi, évaluation et établissement de rapports	8
Les moyens de mise en œuvre	9
Les questions et défis émergents	9
Le Fonds d'affectation spéciale du Forum	9
Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 2015/33 du Conseil économique et social ..	10
Informations sur la réforme du DAES de l'ONU concernant le FNUF	10
Date, lieu et ordre du jour provisoire de la FNUF14 ..	10
La Résolution de portée générale	10
La Séance de clôture	13
Compte rendu de la FNUF14	13
Brève analyse de la FNUF13	13
Réunions à venir	15
Glossaire	16

La Session d'organisation: La session d'organisation du FNUF tenue en février 2001 au siège de l'ONU à New York, a convenu que le Secrétariat du FNUF sera localisé à New York et a réalisé des progrès sur la question de l'établissement du PCF, un partenariat de 14 organisations, institutions et secrétariats de conventions internationales majeures, touchant aux forêts.

FNUF-1: La première session du FNUF a eu lieu en juin 2001 à New York et a adopté des décisions concernant le programme de travail pluriannuel du FNUF, un plan d'action pour la mise en œuvre des propositions du GIF/FIF et le travail du FNUF avec le PCF. Les délégués y ont également recommandé la création de trois groupes spéciaux d'experts, chargés de fournir des conseils techniques au FNUF concernant: les approches et mécanismes de suivi, d'évaluation et d'établissement des rapports (SEER); le financement et le transfert de technologies écologiquement rationnelles; et les paramètres d'un mandat pour l'élaboration d'un cadre juridique applicable à tous les types de forêts.

Les réunions décisives

FNUF5: La FNUF5 (mai 2005, New York) a convenu, ad referendum, de quatre objectifs mondiaux:

- augmenter considérablement la superficie des aires forestières protégées et des forêts gérées durablement, partout dans le monde;
- inverser la baisse de l'aide publique au développement (APD) destinée à la GDF;
- inverser la perte de couvert forestier; et
- améliorer les avantages économiques, sociaux et environnementaux liés aux forêts.

Ils ont également conclu un accord de principe de négocier, à une date ultérieure, les termes de référence d'un code volontaire ou d'une entente internationale sur les forêts, ainsi que les moyens de mise en œuvre (MMCE).

FNUF6: La FNUF6 (février 2006 à New York) a produit un texte de négociation contenant de nouvelles formulations sur la fonction de l'AIF, l'engagement à tenir les réunions du FNUF tous les deux ans après 2007, et une demande appelant la FNUF 7 à adopter un instrument juridique non contraignant sur tous les types de forêts. La FNUF6 devait également finaliser les quatre objectifs mondiaux relatifs aux forêts pour l'AIF:

- inverser l'érosion du couvert forestier partout dans le monde, à travers la GDF, notamment à travers la protection, la restauration, le boisement et le reboisement;
- améliorer les avantages économiques, sociaux et environnementaux liés aux forêts et la contribution des forêts à la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international;
- augmenter de manière significative la superficie des forêts protégées et autres zones forestières gérées durablement, partout dans le monde; et
- inverser la tendance à la baisse de l'APD destinée à la gestion durable des forêts et mobiliser des ressources financières nouvelles et supplémentaires, considérablement accrues, auprès de toutes les sources, pour la mise en œuvre de la GDF.

FNUF 7: La FNUF7 (avril 2007, New York) a adopté l'instrument juridique non contraignant et un programme de travail pluriannuel pour la période 2007-2015. Les délégués y ont convenu qu'un "mécanisme / approche de portefeuille financier / cadre de financement forestier mondial volontaire pour tous les types de forêts" serait élaboré et examiné en vue de son adoption à la FNUF8.

UNFF8: La FNUF8 (avril 2009, New York) a adopté une résolution portant sur les forêts dans un environnement en évolution, sur une coopération et une coordination renforcées des politiques et des programmes intersectoriels, ainsi que sur les

apports régionaux et infrarégionaux. Les délégués n'y sont pas parvenus toutefois à s'accorder sur une décision sur le financement de la GDF et ont décidé de transmettre le texte de négociation crocheté à la prochaine session du Forum.

FNUF9: La FNUF9 (janvier-février 2011, New York) a proclamé l'Année 2011, Année internationale des forêts. Le Forum a adopté une résolution sur les forêts au service de l'être humain, des moyens de subsistance et de l'éradication de la pauvreté, portant notamment sur: une coopération régionale et infrarégionale accrue; une coopération renforcée, y compris avec les grands groupes; et des MMCE pour la gestion durable des forêts, y compris un processus de groupe spécial d'experts sur le financement des forêts.

FNUF10: La FNUF10 (avril 2013, Istanbul, Turquie) a décidé que l'efficacité de l'AIF serait examinée en 2015 et a mis en place un groupe spécial d'experts pour évaluer la performance et l'efficacité de l'AIF.

FNUF11: La FNUF11 (mai 2015, New York) a transmis à l'ECOSOC une résolution recommandant, entre autres, de:

- ré-intituler l'instrument juridique non contraignant "Instrument des Nations Unies sur les forêts";
- renforcer et proroger l'AIF jusqu'en 2030;
- décider que l'AIF soit composé du FNUF et ses États membres, du Secrétariat du Forum, du PCF, du Réseau mondial de facilitation du financement des forêts (RMFFF) et du Fonds d'affectation spéciale du FNUF;
- décider d'établir des priorités claires pour le RMFFF dans le PSNUF; et
- convoquer un groupe spécial d'experts pour élaborer des propositions de remplacement de la référence aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans l'Instrument des Nations Unies sur les forêts par une référence appropriée aux ODD et leurs cibles, au PSNUF et au Programme de travail quadriennal pour la période 2017-2020.

La FNUF11 a également convenu d'un nouveau format pour le Forum: les sessions se tiendront annuellement, mais sur la base de cycles thématiques de deux ans, la première année comprenant des discussions sur la mise en œuvre et les conseils techniques et la seconde, sur le dialogue politique et sur l'élaboration et la prise de décision.

L'ECOSOC a approuvé les recommandations de la FNUF11 le 22 juillet 2015 dans sa résolution 2015/33 et l'Assemblée générale des Nations Unies a donné effet aux modifications recommandées par le Conseil le 22 décembre 2015 dans sa résolution 70/199.

FNUF12: La FNUF12 (mai 2017, New York) a été la première session à se tenir dans le cadre du nouveau format. La FNUF12 a adopté une résolution de portée générale couvrant les SEER, les MMCE, le renforcement de la coopération, de la coordination et de l'engagement sur les questions liées aux forêts, et la contribution au FPHN. La résolution, entre autres:

- demande au Secrétariat de réviser le format des rapports nationaux volontaires sur la mise en œuvre du PSNUF;
- décide d'examiner le cycle et le format du premier rapport national volontaire à la FNUF13;
- invite le PCF à présenter à la FNUF13 sa proposition sur un ensemble mondial d'indicateurs forestiers;
- invite le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à dégager des fonds supplémentaires pour la gestion durable des forêts et d'autres initiatives liées aux forêts dans le cadre de la reconstitution du FEM-7;
- invite le PCF à présenter son plan de travail à la FNUF13 et à envisager d'élargir sa composition à des partenaires intergouvernementaux;

- adopte des lignes directrices pour les initiatives menées par les pays à l'appui du Forum;
- prie le Secrétariat, avec le PCF, d'élaborer, pour la FNUF13, un rapport sur les actions visant à accélérer les progrès vers la réalisation de l'ODD15 et ses cibles liées aux forêts, et une étude de fond sur la contribution des forêts aux autres ODD; et
- décide que la FNUF13 finaliserait une contribution fondamentale au FPHN de 2018.

Compte rendu de la FNUF13

Lundi matin 7 mai, le président de la FNUF13, Muhammad Shahrul Ikram Yaakob (Malaisie) a ouvert la réunion. Il a signalé que le vice-président Macharia Kamau (Kenya) avait démissionné du Bureau et a présenté le candidat du groupe africain, Koki Muli Grignon (Kenya), pour le remplacer. Les membres ont approuvé le remplacement et que Luciana Melchert Saguas Presas (Brésil), vice-présidente, assume les fonctions de rapporteur de la FNUF13.

Les délégués ont approuvé l'ordre du jour provisoire (E/CN.18/2018/1) avec un amendement, proposé par la Suisse, introduisant dans l'ordre du jour un nouveau point pour l'obtention des données concernant la réforme du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (FNUAP). Les délégués ont également approuvé l'organisation du travail proposée.

Les Déclarations Liminaires: Le Président Yaakob a exhorté le FNUF à créer une dynamique en faveur des objectifs fixés dans le PSNUF et a souligné l'importance de la contribution de la FNUF13 au FPHN de 2018. La Présidente de l'ECOSOC, Marie Chatardová, s'est réjouie de voir le FNUF "s'approprier" les ODD et les cibles liés aux forêts et a encouragé le Forum à présenter une contribution concrète, proactive et visionnaire au FPHN de 2018.

Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU, s'est félicité des réalisations du RMFFF en faveur de la GDF. Il a déclaré que la FNUF13 est une opportunité idéale pour renforcer la cohérence entre le PSNUF et les ODD et pour faire de la GDF une pierre angulaire dans le processus de réalisation du Programme de développement durable pour l'horizon 2030.

Le Directeur du FNUF, Manoel Sobral Filho, a souligné les attentes pour la FNUF13, y compris les discussions sur: la sensibilisation au PSNUF; le suivi des progrès à travers le processus SEER; et la mobilisation des financements pour la gestion durable des forêts au niveau national. Il a souligné que les contributions nationales volontaires (CNV) sont l'épine dorsale de la réalisation de la GDF.

Mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts 2017-2030

Cet article a été examiné du lundi au jeudi. Une résolution de portée générale contenant des éléments relatifs à la mise en œuvre du PSNUF a été adoptée vendredi.

Le dialogue politique sur les priorités thématiques et opérationnelles, les mesures prioritaires et les besoins en ressources pour la période 2017-2018: Lundi, l'Égypte, pour le Groupe des 77 et la Chine (G-77/Chine), a souligné la nécessité: d'une stratégie de communication et de sensibilisation du FNUF, qui mette en lumière les bonnes pratiques et les réussites enregistrées dans la mise en œuvre du PSNUF et qui inspire l'action dans les domaines nécessitant un soutien supplémentaire; de renforcer le RMFFF; de favoriser et d'améliorer l'apport d'autres sources et mécanismes de financement pour les forêts; et de renforcer le Fonds d'affectation spéciale du FNUF.

L'Union européenne (UE) a appelé au renforcement de la coordination, de la coopération et des synergies entre les instruments et initiatives liés aux forêts. Le délégué a souligné la nécessité d'une bonne gouvernance à tous les niveaux, y compris l'application de la loi et des institutions responsables, ainsi que la participation de l'ensemble des parties prenantes dans la mise en œuvre.

Faisant état de la déforestation causée par la production, le Groupe africain a appelé à mettre davantage l'accent sur la nutrition et la sécurité alimentaire, ainsi qu'au besoin d'intégrer le PSNUF dans d'autres accords internationaux sur la désertification, l'eau, les océans et le climat. Il a souligné la nécessité de combler le fossé en matière de capacités technologiques, de renforcer les structures de gouvernance forestière à tous les niveaux et d'inclure les femmes et les jeunes dans la GDF.

La Commission des Nations Unies sur la condition de la femme a indiqué que la 62ème session de la Commission a reconnu le rôle important des femmes rurales en tant qu'agents de la GDF et a souligné les conclusions de la 60ème session qui ont ouvert la voie à une mise en œuvre tenant compte du rôle des femmes dans la réalisation du Programme de développement durable pour l'horizon 2030.

Annnonce de contributions nationales volontaires: Lundi, de nombreux pays ont annoncé des CNV dont notamment:

- un inventaire forestier national, l'augmentation du couvert forestier et des aires protégées, et l'amélioration du suivi de la filière bois (Ukraine);
- un plan national de politique et de gestion forestières (Jamaïque);
- un plan stratégique de gestion des forêts pour atteindre l'objectif zéro déforestation d'ici 2030 (Équateur);
- la plantation d'un milliard d'arbres d'ici 2027 (Nouvelle-Zélande);
- la protection de 98% de la superficie forestière et l'augmentation du reboisement à un million d'arbres par an (Maroc);
- plus de 10 millions de dollars sur 10 ans pour la restauration des forêts (Malaisie);
- l'amélioration de 100 000 hectares de forêt dégradée (Ghana);
- une initiative «ceinture verte» visant à transformer les zones de conflit en points de repère pour la paix (Colombie);
- la valorisation et le financement des services écosystémiques forestiers non commercialisés (Slovaquie);
- l'amélioration de la production de bois tout en s'assurant de la conservation de la biodiversité et la restauration de quatre millions d'hectares de forêt d'ici 2030 (Madagascar);
- l'augmentation des zones de conservation, la couverture du plan d'aménagement forestier et l'affectation de 13 millions de dollars pour améliorer les avantages économiques et sociaux des forêts (Indonésie);
- l'amélioration de la gestion des bassins versants, des forêts communautaires et des aires protégées, et la création d'emplois dans la GDF et les produits forestiers non ligneux (Népal);
- la création d'un réseau national d'information sur les forêts et la faune, qui comprend le secteur privé, la société civile et les communautés autochtones (Pérou);
- la conception d'incitations pour le secteur privé aux fins de promouvoir la conservation, le reboisement et la restauration des forêts (Costa Rica);
- la mise en valeur de 120 000 hectares de forêt en 2018 et de 100 000 hectares en 2019 (Philippines);
- l'investissement dans l'édification d'une infrastructure nationale pour soutenir la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts (OMF) (Paraguay);

- un engagement à réhabiliter 30 millions d'hectares forestiers (Inde);
- un plan national visant à porter la superficie forestière à 23 millions d'hectares d'ici 2023 (Turquie); et
- contenir la déforestation et la dégradation des forêts d'ici 2030 en aidant les petits producteurs à mettre en œuvre des pratiques de production durables (Mexique).

Table ronde ministérielle sur les solutions forestières

pour accélérer la réalisation des ODD: Lundi après-midi, le Président de la FNUF13, Yaakob, a présidé la première table ronde ministérielle sur le partage des visions et expériences relatives aux façons dont la GDF accélérera la réalisation des ODD.

Dans sa déclaration, Naoko Ishii, Présidente Directrice générale (PDG) du Fonds pour l'environnement mondial, a déclaré que la FNUF13 constitue un moment opportun pour faire le point sur les progrès de la contribution des forêts au développement durable. Elle a fait état des actions actuelles dans le domaine de la défragmentation des forêts, soulignant qu'il est besoin d'un travail conjoint et d'un financement pour la connexion des programmes d'alimentation, d'utilisation des terres et de reboisement.

Nicolau dos Santos, Ministre de l'agriculture, des forêts et de l'élevage de la Guinée-Bissau, a déclaré que la politique forestière de son pays visait à assurer une gestion à long terme des forêts et un développement rural durable afin d'atteindre les ODD liés aux forêts.

Peng Youdong, de l'Administration des forêts et des prairies de l'État de Chine, a présenté un rapport sur les mesures prises pour la concrétisation du PSNUF, y compris l'amélioration des réformes du régime forestier et la formulation de programmes nationaux de GDF.

Maria Patek, Ministère fédéral de la durabilité et du tourisme, Autriche, a souligné le rôle accru du secteur forestier dans son ministère. Elle a déclaré que l'intégration du tourisme dans le ministère a favorisé la cohésion intersectorielle dans le programme de développement durable.

Au cours du débat qui a suivi, la Bulgarie, s'exprimant au nom de l'UE, a appelé à une intensification urgente des activités visant à stopper la dégradation des forêts et à faire progresser la résolution du problème de la concurrence entre la protection des forêts et le développement agricole.

Le Congo a fait part de son engagement envers: l'approvisionnement légal en bois; le reboisement pour l'approvisionnement en bois de feu; la réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation dans les pays en développement (REDD +); et le reboisement et la conservation des écosystèmes forestiers.

La Slovaquie a appelé à des paiements pour les services écosystémiques non commercialisés. Le Lesotho a appelé à un centre d'échange d'information permettant le partage des expériences et autres défis liés à la GDF et à un modèle simple à suivre pour les membres.

La Roumanie a fait état de ses objectifs stratégiques dont, notamment, la poursuite de la gestion durable des forêts, l'arrêt de la déforestation et de la dégradation, la lutte contre l'exploitation illégale et le commerce connexe, la contribution à l'économie verte et la conservation de la biodiversité.

Le Pakistan a parlé des engagements qui sont les siens dont, entre autres: le traitement des forêts situées dans les terres communales et les zones urbaines; la régénération des forêts; la réduction de la fragmentation; la participation des communautés locales dans la gestion des forêts; et l'amélioration des forêts en tant que puits de carbone.

Le Kenya, faisant état de sa couverture forestière actuelle de 7,2%, a annoncé des réformes visant à réduire la pression sur les forêts et à augmenter la couverture à 10%, à travers le renforcement des capacités, un moratoire temporaire sur l'exploitation forestière et des activités nationales de plantation d'arbres.

La Bolivie a déclaré que sa vision globale des forêts mettait l'accent sur les droits des communautés locales, de ses 30 groupes autochtones, de la Terre mère et de tous, dans le cadre d'une approche démocratique de la répartition des terres.

Beth MacNeill, Agriculture et Agro-alimentaire Canada, a modéré la deuxième table ronde ministérielle sur les défis et les enjeux entourant les contributions des forêts aux ODD.

John Peter Amewu, Ministre des terres et des ressources naturelles du Ghana, a parlé de défis tels que: la dépendance excessive vis-à-vis des biens forestiers; le manque d'options en matière de subsistance alternative; la participation limitée du secteur privé; le changement climatique; la croissance démographique; et le manque d'accès aux technologies, aux ressources financières et aux capacités.

Patrick Mlynář, du Ministère de l'Agriculture de la République Tchèque, a appelé à traiter le dépérissement des forêts à travers la gestion de l'eau, le développement rural et la conservation de la nature. Il a demandé que le FPHN reconnaisse les rôles multifonctionnels des forêts.

Ezechiël Joseph, ministre de l'agriculture, des pêches, de l'aménagement du territoire, des ressources naturelles et des coopératives, Sainte-Lucie, a fait état de: l'emplacement de Sainte-Lucie dans la ceinture des ouragans, avec la fréquence et la sévérité des tempêtes, des glissements de terrain, des inondations, des sécheresses et des températures extrêmes; la concurrence foncière; et des défis posés par la fragilité et la connectivité des écosystèmes. Il a appelé à des évaluations des risques pour mesurer les impacts des catastrophes sur les îles et pour la sensibilisation des instances internationales, exprimant sa gratitude pour l'aide apportée par le RMFFF.

Dans le débat qui a suivi, Madagascar a appelé à la conception d'instruments de financement durables pour la gestion durable des forêts. La Thaïlande a annoncé des efforts nationaux visant à faire passer la superficie forestière de 32% à 40% d'ici 2038. Le Venezuela a fait état de l'inauguration récente d'un parc qui protège la plus grande forêt du monde.

L'Allemagne a appelé au renforcement des synergies entre les instruments et initiatives liés aux forêts, en particulier au sein du PCF. La République de Corée a annoncé le lancement de l'Organisation asiatique de coopération forestière, un nouveau mécanisme de l'Association des nations du sud-est asiatique (ANASE), qui contribuera à renforcer la coopération dans le domaine des forêts.

Le Cameroun a déclaré que les marchés du bois doivent être durables et favoriser le boisement. La Fédération de Russie a souligné l'importance des forêts pour les ressources en eau et par voie de conséquence, pour l'ODD 6. La Finlande a souligné la nécessité de créer des mécanismes de participation multipartite à la mise en œuvre du PSNUF, en particulier pour les femmes et les jeunes.

La Tanzanie a annoncé des plans de GDF pour 90 forêts nationales. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a annoncé le premier inventaire forestier de son gouvernement, qui permettra une planification forestière fondée sur des preuves. Le Népal a appelé à un mécanisme d'évaluation des contributions des forêts aux ODD.

L'Ouzbékistan a annoncé ses efforts visant à reboiser des milliers d'hectares. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a présenté sa campagne mondiale de sensibilisation sur les contributions des forêts à l'énergie propre.

La Turquie a souligné la nécessité d'intégrer les femmes dans les programmes et plans de GDF. La Pologne a souligné l'importance du PSNUF pour la mise en application de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

La Malaisie a appelé à des technologies écologiquement rationnelles pour les pays en développement en vue de la mise en œuvre du PSNUF. Le Viet Nam a appelé le RMFFF à mobiliser des ressources financières durables et prévisibles pour le soutien des pays en développement dans la mise en œuvre du PSNUF. L'Argentine a souligné la nécessité d'une participation multipartite à la mise en œuvre du PSNUF. Le Grand Groupe des Enfants et des Jeunes a fait état de l'inaccessibilité du PSNUF à la société civile et aux peuples autochtones.

Clôturant la table ronde, le président Yaakob a expliqué qu'un résumé des principales idées présentées au cours de la table ronde ministérielle sera inclus dans la synthèse du président et servira de contribution au FPHN.

Table ronde sur la contribution des forêts à la réalisation des ODD et au passage à des sociétés durables et résilientes:

Mardi matin, le vice-président de la FNUF13, Tomas Krejzar (République tchèque), a présenté un groupe de discussion sur les liens entre forêts, eau et services écosystémiques.

Hiroto Mitsugi, président du PCF, a présenté les principaux messages de la conférence de février 2018 du PCF «Travailler dans tous les secteurs pour stopper la déforestation et accroître la superficie forestière»:

- la réalisation de l'ODD 15 d'ici 2030 nécessite la prise de mesures urgentes dès maintenant;
- dans l'agriculture et la foresterie, des chaînes de valeur légales, inclusives et durables, qui préviennent le déboisement et la dégradation des forêts, devraient être encouragées et mises à l'échelle;
- la société civile et, en particulier, les jeunes devraient être responsabilisés en tant qu'agents de changement pour réaliser la pleine valeur des forêts et arrêter et inverser la déforestation; et
- les capacités techniques et commerciales des petits producteurs devraient être développées, l'enseignement forestier à tous les niveaux renforcé et les consommateurs sensibilisés.

Meine van Noordwijk, Présidente du Groupe d'experts sur les forêts et l'eau (GEFE), a expliqué que le rapport que présentera le GEFE au FPHN examinera les données scientifiques existantes en répondant à trois questions:

- dans quelle mesure, où et pour qui les changements en cours dans les forêts augmentent ou diminuent la vulnérabilité humaine à la variabilité du climat et à l'évolution des ressources en eau ?
- que peuvent faire les systèmes de gouvernance et les co-investissements nationaux et internationaux dans les engagements mondiaux en riposte aux changements dans la sécurité de l'eau ?
- comment les ODD peuvent-ils être utilisés pour accroître la cohérence et la coordination des ripostes nationales en matière de forêts et d'eau dans tous les secteurs et entre les échelons locaux et les échelles nationale et internationale ?
- David Ellison, de l'Université suédoise des sciences agricoles, a discuté de l'état actuel du débat scientifique sur le paradigme eau-forêts et de la question de savoir si plus de forêts signifient réellement plus d'eau. Il a expliqué que de nombreuses études

axées sur le niveau des bassins versants aquatiques ont conclu que plus de forêts signifient moins d'eau, alors qu'un point de vue plus large, prenant en compte l'évapotranspiration terrestre, suggère une conclusion différente.

Michael Jenkins, directeur général, Forest Trends, États-Unis, a présenté un exposé sur les paiements des services écosystémiques forestiers. Il a recommandé d'élaborer des indicateurs propres à être intégrés dans les comptabilités, politiques de développement et planification nationales, et a appelé à des engagements et prises de risques par le secteur public pour encourager les investissements du secteur privé.

David Ganz, Directeur exécutif du Centre populations et forêts, Thaïlande, a déclaré que la gestion durable des forêts, aidée par la certification forestière, doit profiter aux communautés locales. Il a également plaidé en faveur d'une interaction du secteur privé avec les communautés locales à travers le consentement libre, préalable et éclairé.

Un deuxième groupe de discussion a examiné les liens entre les forêts et l'énergie et la production durable de biens forestiers. Jitendra Vir Sharma, Inde, a déclaré que le combustible ligneux est le combustible qui émet le plus de gaz à effet de serre et que les options énergétiques durables aideraient son pays à atteindre bien des objectifs dont, notamment, l'atténuation des effets du changement climatique et la conservation de la biodiversité.

Gary Bull, de l'Université de la Colombie-Britannique, a parlé de l'énergie dans le contexte des forêts. Il a indiqué que la part de l'énergie renouvelable par rapport à l'énergie fossile reste faible. Il a recommandé, entre autres:

- l'apport d'un soutien à davantage de mécanismes financiers forestiers;
- l'accélération de l'utilisation des technologies d'ingénierie;
- la mise au point et l'amélioration des technologies des systèmes d'information sur les forêts;
- la promotion de la GDF de multiples façons; et
- des réformes institutionnelles qui augmentent la collaboration.

Duncan Brack, Chatham House, a signalé que 60% des forêts du monde sont utilisées pour la production de bois et a identifié les moteurs de la consommation de produits ligneux. Faisant observer que, d'ici 2060, on peut s'attendre à une baisse de la demande mondiale de bois de feu mais à une augmentation de la demande d'autres produits ligneux, il a averti qu'en 2016, le taux d'érosion de couvert forestier a augmenté de 51% par rapport à celui enregistré en 2011. Il a recommandé entre autres:

- des politiques visant à soutenir les produits de bois issus de la production légale et durable sur à la fois des marchés des consommateurs et ceux des producteurs;
- l'apport d'un soutien aux initiatives du secteur privé en faveur des produits légaux durables;
- la réforme de la législation applicable à l'utilisation des terres et des forêts, y compris la clarification des droits fonciers et des droits d'accès;
- l'amélioration de la gouvernance forestière et de l'application des lois;
- une plus grande protection des zones forestières critiques; et
- le paiement des services écosystémiques.

Ganz a expliqué que pour que les biocarburants deviennent une option réalisable, les pays doivent avoir des économies d'échelle aptes à soutenir le développement de la grande infrastructure qui leur est nécessaire.

Dans le débat qui a suivi, les délégués ont abordé: le Fonds du Bassin Bleu du Congo; la tarification des services écosystémiques pour les petits exploitants; l'élimination des subventions nuisibles; la bonne gouvernance; la certification forestière pour soutenir le commerce de bois issu de sources durables et légales; les travaux

en cours sur le thème forêts et eau menés dans le cadre de la Convention sur l'eau; l'évaluation des services écosystémiques non liés au carbone; la connexion illégale; le soutien aux pays en transition vers les biocarburants; la promotion du capital naturel; et la création d'exposés captivants et éloquents sur l'importance des forêts et de la biodiversité jusqu'en 2030.

Un résumé détaillé des discussions est disponible sur: <http://enb.iisd.org/vol13/enb13211e.html>

Les Déclarations Générales sur la Mise en œuvre du PSNUF: Tout au long de la semaine, les délégations ont présenté des déclarations d'ordre général sur leurs activités pertinentes pour la mise en œuvre du PSNUF. Les interventions ont incluent les pays suivants:

- Israël a déclaré qu'il poursuivra ses efforts pour générer des plans directeurs applicables à l'ensemble de ses forêts.
- Le Brésil a annoncé qu'il restaurera 10 millions d'hectares de forêt, d'ici 2030.
- La Palestine a fait état de son investissement de 4 millions de dollars dans les forêts.
- La Malaisie a déclaré que l'ANASE contribuera à la réduction des émissions provenant des forêts, en harmonisant et en adaptant les stratégies d'atténuation.
- L'Indonésie a déclaré que son gouvernement a affecté plus de quatre millions d'hectares de forêts aux communautés locales pour résoudre les conflits liés à la terre.
- L'Algérie a annoncé son intention d'augmenter son barrage vert à plus de 4,2 millions d'hectares.
- La Chine a présenté sa proposition d'héberger un bureau pour le RMFFF.
- Le Pakistan a souligné l'importance de la foresterie urbaine, qui peut faire baisser la température ambiante de 8-10 ° C, et la valeur d'un travail intersectoriel du FNUF avec des conventions connexes telles que la Convention de Ramsar et la Convention sur l'eau.
- La Zambie a parlé de son initiative «Planter un million d'arbre» pour améliorer la sécurité alimentaire et réduire les effets du changement climatique. Le délégué a appelé à des initiatives axées sur les pays à faible couvert forestier, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral.
- El Salvador a présenté un rapport sur ses efforts de reboisement et de restauration des forêts depuis 2016, inscrits dans le cadre de la mise en œuvre du Défi de Bonn.
- La Thaïlande a souligné la création d'un comité chargé du PSNUF.
- Le Lesotho a indiqué qu'une gestion forestière durable est nécessaire pour que les forêts remplissent leurs fonctions écosystémiques mondiales.
- Forest Europe a déclaré qu'en Europe les forêts se sont étendues et couvrent actuellement 33% de la superficie totale de l'Europe.
- Le Panama a parlé de son programme de traçabilité du bois et de son initiative visant à restaurer 1 million d'hectares de forêt sur 20 ans.

Contributions du système des Nations Unies à la mise en œuvre des objectifs et cibles mondiaux relatifs aux forêts:

Jeudi, le Secrétariat a présenté le document relatif à ce point de l'ordre du jour (E/CN.18/2018/3). Les délégués ont pris note du document.

Table ronde sur les activités du PCF, des organisations régionales et infrarégionales et des grands groupes et autres parties prenantes: Jeudi, le vice-président de la FNUF13, Tomas Krejzar, a introduit un groupe de discussion sur ce sujet. Eva Müller, FAO, a présenté le Plan de travail du PCF au titre

de 2017-2020, identifiant les activités prévues et décrivant les activités récurrentes, les initiatives conjointes et les activités visant à renforcer le PCF conformément à la résolution 2015/33 de l'ECOSOC. Elle a mis en exergue des initiatives sur, entre autres:

- l'exploitation durable du bois pour un monde durable;
- l'instauration de la finance verte; et
- l'ouverture d'une voie pour la conception d'un mécanisme visant à encourager des paysages et des chaînes de valeur sans déforestation pour une croissance verte.

Dampha Almami, de la Commission de l'Union africaine, a rendu compte de la réunion d'experts africains tenue en novembre 2017 qui était axée sur la coopération régionale. Il a noté que les recommandations soulignaient:

- les liens entre les rapports régionaux, infrarégionaux et nationaux;
- les contributions des forêts à tous les ODD;
- l'utilisation d'ambassadeurs de haut niveau pour les forêts au FPHN;
- la participation des partenaires régionaux et infrarégionaux aux réunions du FNUF; et
- la délimitation des tâches du FNUF par rapport aux autres organismes liés aux forêts.

Cecile Ndjebet, Grand Groupe des Femmes, a présenté un rapport sur une réunion d'experts des grands groupes tenue en novembre 2017, qui recommandait ce qui suit:

- promouvoir la sensibilisation au genre;
- engager les groupes locaux dans la GDF;
- plaider pour l'établissement de la sécurité foncière;
- la responsabilité mutuelle;
- finaliser un plan de travail pour les grands groupes;
- mobiliser des fonds pour les actions des grands groupes; et
- améliorer la préparation des grands groupes avant les réunions du FNUF.

Stephen Dehn, Grand Groupe des Enfants et des Jeunes, a rendu compte d'une réunion de ce groupe tenue en février 2018, qui a finalisé un plan de travail pour guider les jeunes dans des «activités réalistes et durables» en vue d'atteindre les objectifs forestiers. Les activités de base décidées lors de la réunion comprennent, entre autres:

- des programmes d'éducation à tous les niveaux;
- une initiative pour les jeunes innovateurs;
- améliorer l'éducation forestière;
- des campagnes sur les médias sociaux; et
- participation des jeunes aux dialogues politiques régionaux et internationaux.

Au cours du débat qui a suivi, les délégués ont abordé:

- la collaboration du PCF avec les grands groupes;
- la mise en place d'une comptabilité verte;
- l'égalité des genres;
- éducation forestière;
- le Programme de travail intégré de Varsovie de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (ONU-CEE) / Section des forêts et du bois de la FAO;
- l'Union internationale des instituts de recherche forestière (UIORF) travaille dans le contexte du PCF;
- le partenariat des grands groupes sur les forêts;
- la nouvelle initiative du PCF sur la finance verte; et
- l'absence d'un mandat de la part des organes directeurs de nombre d'organisations participant au PCF appelant à coopérer avec le FNUF.

Un résumé détaillé du débat est disponible sur: <http://enb.iisd.org/vol13/enb13213f.html>

Élaboration de la stratégie de communication et de sensibilisation du Plan stratégique: Ce point de l'ordre du jour et le projet de stratégie de communication et de sensibilisation (E/CN.18/2018/2) ont été présentés mardi. Une version révisée de la stratégie, tenant compte des observations des délégués, a été examinée jeudi, et une version finale reflétant les commentaires de jeudi a été adoptée en annexe à la résolution de portée générale, vendredi.

Mardi après-midi, le Vice-président de la FNUF13, Presas, a présenté un groupe de discussion sur le pouvoir de la communication pour une mise en œuvre réussie du PSNUF. Carolyn Liu, du Réseau des communicateurs forestiers de la région Asie/Pacifique, a modéré la session, soulignant que les décideurs, les gouvernements et les organisations internationales reconnaissent de plus en plus le besoin urgent du voir le secteur forestier améliorer la communication aux plans national et international.

Robert Grace, M & C Saatchi Abel Group, Afrique du Sud, a appelé à une «manière de penser brutalement simple» et apte à transformer une information compliquée en une histoire personnelle émotionnelle, en y enlevant les couches complexes pour n'y laisser que des messages simples qui soient rapidement compris et qui restent longtemps en tête.

Ingwald Gschwandtl et Kai Lintunen, du Réseau des communicateurs forestiers (RCF), ont fait état des défis posés par les «fausses et négatives nouvelles sur les forêts» et ont indiqué qu'une communication réussie implique: une volonté politique; la capacité à bien communiquer; des ressources suffisantes; une planification stratégique; un but précis; des preuves solides; la compréhension des parties prenantes; des partenariats pour la mise en commun des ressources et la détermination de messages communs; de l'imagination et de la créativité; et de la persévérance.

Jennifer Hayes, US Forest Service, a raconté l'histoire d'un chercheur en matière de feux forestiers, qui «confère un visage humain» aux données qui les concernent qui doivent être largement communiquées.

Gschwandtl a présenté la manière dont la tenue de l'Expo Milan 2015 dans un vrai site forestier avait servi de chaîne d'entraînement des foules.

Liu a parlé de «la communication participative au service du développement» qui permet de communiquer efficacement avec les communautés locales. Elle a déclaré que la durabilité nécessite l'implication des communautés dans les interventions du programme et implique: l'établissement d'une relation avec la communauté; l'engagement avec eux dans l'élaboration d'une stratégie de communication; ensuite, dans en mise en œuvre commune de la dite stratégie.

Jasson Kalugendo, RCF Afrique, a recommandé de plutôt de placer les communications au début de tout processus mené dans une communauté rurale, que de «l'ajouter» simplement à la fin. Il a décrit un processus par lequel les chercheurs se sont engagés avec des communautaires pour comprendre leurs besoins et leurs préoccupations, après quoi ces derniers se sont accordés à la fois sur les causes des problèmes posés, sur leurs impacts et sur les solutions potentielles. Il a précisé qu'ils ont ensuite communiqué à l'ensemble des membres de la communauté et ont appliqué durablement les informations acquises.

Lintunen a souligné le besoin d'être vocal et fier dans la communication et de raconter des histoires qui rendent les forêts pertinentes pour le public.

Peter Csoka, FAO, a expliqué comment le RCF a accru la sensibilisation à travers les réseaux de communication régionaux dans tous les continents, mentionnant le renforcement des capacités entrepris également à travers ces réseaux.

Le directeur du FNUF, Sobral, a déclaré que les principaux messages du PSNUF doivent quitter les salles de négociation et doivent être communiqués au public. Mita Sen, Secrétaire du FNUF, a présenté le projet de stratégie de communication et de sensibilisation annexé à la note du Secrétaire sur la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts au titre de la période 2017-2030 (E/CN.18/2018/2).

S'agissant du matériel de communication, la Suisse a recommandé l'utilisation de l'art, de la littérature et de la musique, et les États-Unis ont suggéré de mettre davantage l'accent sur les médias sociaux. L'Ukraine a appelé à des produits de format livre dans différentes langues.

En ce qui concerne les audiences ciblées, la Chine a déclaré que les villes et les gouvernements doivent y être inclus, et l'UE a appelé à des opportunités de liens pour engager les décideurs politiques externes au secteur forestier.

Pour ce qui concerne les messages:

- La Nouvelle-Zélande a appelé à la simplicité, l'UE, à la réalisation d'une meilleure compréhension de la gestion durable des forêts, et le Japon, à meilleure illustration des multiples fonctions des forêts;
- L'Équateur a demandé l'intégration des bonnes pratiques des peuples autochtones et des communautés locales;
- L'Indonésie a déclaré que le FNUF doit décrire ce que le monde serait sans les forêts;
- L'Australie, soutenue par l'Iran, a déclaré que la portée devrait être les OMF, et non l'ensemble du PSNUF;
- Le Grand groupe des Enfants et des Jeunes a appelé à se concentrer sur la situation critique des forêts et sur la manière de les sauver; et
- Le grand groupe des Agriculteurs et des Petits Propriétaires Forestiers a appelé à démontrer la compatibilité entre la conservation et la production de bois.
- Les États-Unis ont déclaré que la résolution de portée générale devrait exhorter le Secrétaire à produire une publication en format compact sur les OMF. Le grand groupe des Femmes a déclaré qu'elles aideraient à intégrer le genre dans la stratégie.

Jeudi, la vice-présidente de la FNUF13, Maureen Whelan (Canada), a sollicité les observations des délégués sur la version révisée du projet de stratégie de communication et de sensibilisation.

Les États-Unis, appuyés par le Canada, ont demandé de supprimer un paragraphe sur les principaux déterminants d'une communication réussie et ont suggéré que la résolution de portée générale demande un rapport sur la mise en œuvre de la stratégie, à la FNUF14.

L'UE a suggéré d'y ajouter un nouveau paragraphe sur le suivi de la mise en œuvre de la stratégie, par le Secrétaire, et d'y ajouter les décideurs comme audiences cibles.

Le Canada a fait remarquer que le projet révisé ne reflétait pas tout à fait les observations formulées précédemment sur les objectifs, les publics cibles et l'accent devant être mis sur les OMF.

Le Groupe africain a demandé d'inclure les organes politiques et scientifiques nationaux parmi les publics cibles.

La version finale de la stratégie, reflétant cette deuxième série d'observations, a été approuvée vendredi par la FNUF13 en tant qu'annexe à la résolution de portée générale.

Le Président de la FNUF-13, Yaakob, a présenté vendredi son projet de résumé à transmettre au FPHN de 2018, qui met en exergue les principaux messages émergeant des discussions à la FNUF13 dont, notamment, que:

- Les ODD ne peuvent être atteints que si les forêts sont gérées durablement et les paysages forestiers restaurés.
- La réalisation de l'ODD 15 et, en particulier, l'arrêt de la déforestation et la restauration des forêts dégradées d'ici 2020 (cible 15.2 des ODD), nécessite des mesures urgentes. Pour accélérer les progrès, l'application des bonnes pratiques et outils disponibles doit être mise à l'échelle et accélérée.
- Des synergies accrues sont nécessaires entre les membres du PCF et à travers le système des Nations Unies pour résoudre la fragmentation actuelle de la gouvernance forestière mondiale.

L'UE a proposé un libellé appelant au remplacement des sources de combustibles fossiles par des alternatives écologiquement rationnelles.

Le délégué des États-Unis a proposé d'ajouter un libellé appelant à d'autres formes de vérification que la certification de manière à ce que le texte ne soit pas interprété comme si la certification était la seule voie pour la GDF.

Le Président Yaakob a assuré aux délégations qu'il prendrait en considération les contributions transmises par écrit lors de la révision du résumé avant de le soumettre au FPHN de 2018.

Suivi, évaluation et établissement de rapports

La vice-présidente de la FNUF13, Whelan, a présidé cette session, mercredi. Le Secrétariat a présenté le document sur les SEER (E/CN.18/2018/4) et a résumé les travaux intersessions pertinents et la proposition d'une étude "phare" à préparer sur les progrès accomplis dans la réalisation des OMF.

Davia Carty, Jamaïque, a présenté un aperçu de l'expérience de son pays en matière de test pilote du format des rapports nationaux. Elle a déclaré que le modèle a prouvé son utilité et que les questions y étaient claires, concises et pertinentes, mais reste que certains termes et la période de rapport ont besoin d'être clarifiés. Elle a recommandé d'accorder aux pays un minimum de six mois pour l'élaboration et la soumission des rapports, afin qu'ils aient suffisamment de temps pour les consultations nationales pertinentes.

Patrick Kariuki, Kenya, a présenté un rapport sur le format pilote des rapports nationaux, déplorant le manque de données et le manque de temps pour les consultations ou pour la compilation.

Peter Csoka, de la FAO, a présenté l'initiative du PCF visant à rationaliser les rapports au moyen d'un ensemble d'éléments de base mondial (EEBM) de 21 indicateurs forestiers fondés sur sept éléments de la GDF. Il a indiqué que le document explique les relations entre les objectifs et les cibles mondiaux à atteindre et qu'il est harmonisé avec l'évaluation des ressources forestières mondiales (ERF) là où cela est possible. Il a insisté sur l'élaboration évolutive des indicateurs compte tenu, en particulier, des méthodologies difficiles ou de la limite des données disponibles pour certains. Il a invité la FNUF13 à envisager l'examen d'une décision concernant la plate-forme.

Au cours du débat qui a suivi, les Philippines ont demandé l'assistance aux États Membres par le FNUF pour toute lacune identifiée dans les rapports. Le Brésil a souligné la nécessité de fournir aux pays qui le demandent, un soutien pour le renforcement des capacités

L'Inde, avec l'Indonésie, les États-Unis et le Népal, a appelé à la souplesse et à l'acceptation de réponses qualitatives sur certains indicateurs, tels que celui relatif à la sécurité alimentaire.

L'UE, avec la Roumanie, a déclaré que les processus de SEER devraient examiner toutes les sources d'information, et s'est interrogée sur la valeur ajoutée de l'étude phare. Elle a déclaré que les indicateurs de la SCM devraient prendre en compte les coûts supplémentaires et le fardeau que représente l'établissement des rapports.

Le groupe des pays africains a appelé à un système de rapports évolutif, souple et modifiable ainsi qu'à davantage de temps et à un examen plus approfondi de l'étude phare.

Le Ghana a demandé des indicateurs sur les changements survenus dans la santé ou l'état des forêts.

La Malaisie, avec l'Indonésie, a proposé un cycle quinquennal pour l'étude phare et, avec l'appui des États-Unis, la production d'un manuel sur l'utilisation de ce format.

L'Indonésie a demandé d'établir une distinction entre les mesures prises avant 2015 et celles prises après.

Le Congo a demandé des indicateurs à la fois qualitatifs et quantitatifs sur les produits et programmes en cours de réalisation.

La Colombie, avec le Népal, a demandé un renforcement des capacités en matière de collecte des données.

Les États-Unis, avec la Nouvelle-Zélande, ont demandé l'adoption du format de rapport "tel quel", en utilisant les données disponibles, et des rapports qui soient brefs et de niveau élevé. La représentante a souhaité en apprendre davantage sur l'objectif de l'EEBM proposé.

La Nouvelle-Zélande a appelé à la poursuite des travaux sur les indicateurs proposés.

Le Mexique a souligné la nécessité d'intégrer les efforts de suivi du PSNUF aux processus d'ERF et de SEER dans le cadre du changement climatique et d'autres accords internationaux pertinents.

La Chine a appelé à tirer parti du suivi effectué dans les cadres de l'ERF, de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, afin de réduire au minimum la charge de travail des pays.

La FAO a souligné les voies et moyens par lesquels l'ERF peut contribuer au processus de SEER du PSNUF.

ONU-CEE a déclaré que la FAO et ONU-CEE attendent avec intérêt des rapports cohérents, harmonisés avec leurs processus en cours.

L'Australie a appuyé l'élaboration d'un rapport phare par le Forum, sur la base des contributions reçues des États membres. L'Afrique du Sud a apporté son appui au cycle triennal proposé pour les rapports et à la publication du rapport phare. L'Argentine a suggéré que le rapport phare soit complété par des informations sur le RMFFF. Le Grand groupe des ONG a demandé que le rapport phare adopte une approche analytique et qu'il implique les institutions de la société civile dans le processus d'établissement de rapports.

La Turquie a déclaré que les experts devraient se concentrer sur la manière dont les 21 indicateurs des processus d'EEBM peuvent apporter des contributions utiles aux ODD. Le Sénégal a déclaré que les 21 indicateurs proposés devraient être intégrés dans les rapports nationaux volontaires. L'Algérie a fait observer que les rapports sont actuellement par trop axés sur les aspects qualitatifs du suivi. Signalant l'absence de définitions convenues de certaines appellations figurant dans les indicateurs, telles que "zones protégées" ou "forêts dégradées", la Suisse a souligné que davantage de travail était nécessaire. L'UIORF a souligné que les indicateurs proposés reposaient sur une base scientifique très solide, et a fait part de sa volonté de travailler avec la FAO et d'autres partenaires du PCF pour soutenir le processus de suivi.

Les moyens de mise en œuvre

Ce point de l'ordre du jour, y compris l'examen du projet des directives concernant le fonctionnement du RMFFF, a été abordé mercredi après-midi. Une version révisée des directives du RMFFF, tenant compte des observations des délégués, a été examinée jeudi, et une version finale reflétant les observations avancées jeudi a été adoptée en guise d'annexe à la résolution de portée générale.

Le vice-président de la FNUF13, M. Grignon, a ouvert ce point de l'ordre du jour mercredi après-midi. Le Secrétariat a présenté le document pertinent (E/CN.18/2018/5), notant que depuis la FNUF12, le FEM a fourni 824 millions de dollars en faveur de 46 projets nationaux et cinq programmes régionaux. Il a ajouté que le Fonds vert pour le climat (FVC) a, pour sa part, fourni 216 millions de dollars en faveur de sept projets de foresterie et utilisation des terres.

Hu Yuanhui, Chine, a rendu compte des résultats de la réunion du groupe d'experts (RGE) sur les directives relatives au fonctionnement du RMFFF. Il a déclaré que la RGE a proposé des mesures pour accroître l'efficacité du RMFFF autour de cinq principaux éléments:

- les stratégies nationales de financement des forêts;
- le soutien à la mobilisation des ressources au niveau des programmes et projets;
- les fonctions du centre d'échange et le partage des enseignements tirés et des bonnes pratiques;
- la collaboration et les partenariats; et
- les actions potentielles du Forum.

L'Ukraine a exprimé sa satisfaction du travail du RMFFF.

La Malaisie a appelé à la simplification des directives et des critères d'accès au financement à travers le FVC, et a soutenu la proposition de faciliter cela en désignant des agents du FVC comme chargés de liaison avec le FNUF.

Le Groupe africain a recommandé de renforcer la mobilisation des ressources à l'appui des activités du RMFFF, expliquant que le Réseau contribuait à la réalisation du principe consistant à «ne laisser personne derrière», promu par le Programme de développement d'ici 2030.

L'UE a souligné le rôle de facilitation du RMFFF, notant qu'il ne devrait pas y avoir d'attentes de le voir fonctionner comme agence de développement.

Le Congo a déclaré que le FNUF devrait renforcer son travail en aidant les pays à mettre en œuvre le PSNUF.

Le Niger et le Sénégal ont appelé à une aide destinée au renforcement du Réseau pour lui permettre de bien s'acquitter de ses mandats. Sainte-Lucie a déclaré que les petits États insulaires en développement devraient pouvoir bénéficier d'un soutien permettant de les aider à atteindre les OMF et les ODD liés aux forêts. L'Iran a appelé à un libellé appelant au financement du RMFFF en y s'assurer que cela englobe non seulement que ce financement soit suffisant, mais qu'il soit aussi prévisible.

L'Inde a appelé à la simplification des procédures de financement.

Le Mexique a souligné que le renforcement des capacités pour la réalisation de la GDF et des OMF est important et qu'il devrait être fourni au sein du FNUF.

De nombreux pays dont, notamment, le Japon, la Suisse et l'Australie, ont mis l'accent sur la transparence et la responsabilité.

Plusieurs pays ont mis en garde que le mandat du RMFFF ne devrait pas être modifié pour en faire un mécanisme de financement (États-Unis), une agence d'exécution (Japon) ou un organe de gestion de projet (Australie).

La Suisse a déclaré que le RMFFF devrait jouer un rôle de facilitation et non de renforcement des capacités.

Le Forum africain sur les forêts a déclaré que le Réseau a fait passer le FNUF d'un Forum de dialogue politique à un forum qui facilite la mise en œuvre des politiques, chose qui rend le FNUF plus efficace et plus utile pour catalyser les actions de GDF sur le terrain. Le délégué a suggéré que le réseau atteigne davantage le secteur privé et la société civile.

La communauté scientifique et technologique, intervenant au nom des Grands groupes, a déclaré que le RMFFF devrait inclure des mécanismes de financement impliquant les Grands groupes.

Le Directeur du FNUF, Sobral, a assuré le FNUF que le Secrétariat n'est pas équipé pour servir d'organisme de financement ou de mise en œuvre. Il a signalé que bien qu'il y ait une demande croissante de financement de la part du RMFFF, il n'y a pas d'augmentation du financement fourni au Fonds fiduciaire. Il a indiqué que le Secrétariat suivait toutes les règles des Nations Unies dans son exploration de toutes les possibilités de collecte de fonds supplémentaires.

Jeudi, le vice-président Whelan a sollicité les observations des délégués sur les directives révisées relatives au fonctionnement du RMFFF.

L'Ukraine, appuyée par les États-Unis, a demandé des révisions dans les dispositions sur les conseils pour le suivi et sur la fonction de centre d'échange.

Les États-Unis ont suggéré des amendements tenant compte de la répartition géographique équitable dans le libellé consacré aux "procédures" et, avec l'UE et la Nouvelle-Zélande, ont préféré, s'agissant des ressources, ne pas garder les termes "suffisantes et prévisibles" ou qu'il faille "améliorer les ressources pour des opérations efficaces du Réseau".

L'UE a appelé à:

- l'intégration de la mise en œuvre du PSNUF dans l'énoncé des objectifs;
- l'élargissement de la référence au Programme d'action d'Addis-Abeba pour y inclure les principes d'appropriation et de responsabilité nationales;
- une disposition garantissant que toute autre directive et procédure impliquant le RMFFF sera décidée par le FNUF;
- un texte appelant le Secrétariat à élaborer un modèle de mandat clair pour les consultants externes susceptibles d'être embauchés par le RMFFF; et
- la suppression d'une référence aux organisations nationales et infranationales figurant dans le libellé consacré aux "partenariats".

Une version finale des directives sur le fonctionnement du RMFFF, reflétant ces observations a été adoptée, vendredi, sous forme d'annexe à la résolution de portée générale.

Les questions et défis émergents

Le président de la FNUF-13, Yaakob, a présenté ce point, vendredi, indiquant que le Forum pourrait décider d'inclure des questions et défis urgents et émergents susceptibles d'avoir un impact sur les forêts. Le Gabon, au nom de la Commission des forêts d'Afrique centrale, a proposé d'inscrire à l'ordre du jour, un point sur la criminalité forestière. La Malaisie a proposé que le FNUF élabore un mécanisme de "prime verte" pour la certification des produits du bois. Le Bangladesh a suggéré d'ajouter un point sur le soutien technique et financier aux initiatives de bio-ingénierie axées sur la restauration des forêts. L'Iran a proposé d'inscrire à l'ordre du jour du Forum un point sur les effets négatifs des tempêtes de poussière sur les forêts. Le président a déclaré que le rapport de la session de la FNUF13 prendrait note des points soulevés.

Le Fonds d'affectation spéciale du Forum

Le Secrétariat a présenté le document sur le Fonds d'affectation spéciale (E/CN.18/2018/7), signalant que la Chine, le Japon, la République de Corée, la Fédération de Russie et les États-Unis y ont apporté des contributions atteignant un montant total de 1.173.830 dollars, assorti de contributions en nature. L'oratrice a indiqué que, pour l'année 2017, les dépenses se sont élevées à 891.139 dollars, dont 47% pour les déplacements aux réunions du FNUF. Pour l'exercice 2018, elle a indiqué que la prévision budgétaire est de 1.056.000 dollars.

Répondant à une question des États-Unis, le directeur du FNUF, Sobral, a déclaré que le chiffre de 2017 incluait des coûts supplémentaires liés à la tenue de deux réunions du FNUF en 2017, ce qui n'est pas prévu pour 2018. Il a également remercié la Finlande, la Suisse et les Pays-Bas pour leurs contributions au titre de 2016 qui ont été utilisées pour finaliser le PSNUF en 2017.

Le groupe des pays africains, appuyé par El Salvador, a mis en garde que les ressources diminuent mais que les défis subsistent, notamment pour ce qui est des frais de voyage en faveur des pays en développement, et a demandé une inversion du déclin des ressources.

Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 2015/33 du Conseil économique et social

Vendredi après-midi, le Président de la FNUF13, Yaakob, a présenté le rapport du Secrétaire général concernant ce sujet (E/CN.18/2018/6). Les délégués ont pris note du rapport.

Informations sur la réforme du DAES de l'ONU concernant le FNUF

Mercredi matin, le président de la FNUF13, Yaakob, a ouvert cette session. Haitian Lu, DAES de l'ONU, a expliqué que les réformes du DAES de l'ONU faisaient partie intégrante de la réforme de l'ensemble du système de développement des Nations Unies proposée par le Secrétaire général, en réponse à la résolution 70/299 de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). Il a souligné que le Secrétaire général est en train d'envisager différentes options pour le renforcement du FNUF, tout en respectant ses mandats et fonctions originels, et qu'il présenterait une proposition officielle après que l'Assemblée générale ait adopté sa résolution sur le repositionnement du système de développement des Nations Unies. Après cela, a-t-il dit, le Secrétaire général suivra les orientations des États membres, telles qu'elles seront fournies par la Cinquième Commission de l'AGNU.

La Suisse a souhaité en savoir davantage sur ce qu'il allait advenir des plans détaillés figurant dans le budget programmatique de l'exercice 2018-2019 du FNUF. L'Afrique du Sud a demandé si les réformes risquaient d'avoir un impact négatif sur le récent travail de traduction des débats politiques du FNUF en actions. Le Mexique a demandé des précisions sur le processus d'approbation des plans de réforme et sur la question de savoir si l'ECOSOC allait avoir une contribution avant la finalisation des réformes. La Jamaïque a demandé comment le RMFFF serait affecté. Le Brésil s'est dit préoccupé par les répercussions sur les produits du Forum et sur le personnel du Secrétariat. Le Groupe africain a posé des questions au sujet des impacts possibles sur les contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale du FNUF. Le Canada a demandé comment les réformes allaient pouvoir influencer sur le mandat du FNUF. Le Kenya a suggéré de parvenir à un «résultat concret» sur ce point de l'ordre du jour, afin d'envoyer de la part des États membres, un message clair que dans le cadre de la réforme, le FNUF doit rester tel quel ou être renforcé et doté de meilleures ressources.

Lu a assuré les États membres que le Secrétaire général s'engage à faire en sorte que le FNUF reçoive un soutien renforcé et intégré du reste du système des Nations Unies, en synergie avec le Programme de développement durable pour l'horizon 2030 et avec les ODD, sans modifications de son mandat ou de sa fonction. Il a également promis que toutes les observations et préoccupations soulevées à la FNUF13 seront transmises au Secrétaire général, et a exhorté les délégations du FNUF à faire part de leurs préoccupations également à leur délégation à la Cinquième Commission.

Date, lieu et ordre du jour provisoire de la FNUF14

Le Président de la FNUF13, Yaakob, a présenté ces points de l'ordre du jour (E/CN.18/2018/L.1 et L.2). Le Secrétaire du FNUF, Moncler Khane, a expliqué que l'ordre du jour de la FNUF14 serait modifié pour inclure un nouveau point de l'ordre du jour portant sur les informations concernant la réforme du DAES de l'ONU intéressant le FNUF. Les documents ont été adoptés tels que modifiés verbalement.

Décision finale: Dans sa décision, le FNUF a adopté l'ordre du jour de la FNUF14 (E/CN.18/2018/L.1), qui comprend:

- la mise en œuvre du PSNUF;
- Les processus de SEER;
- l'avancement des activités et opérations du RMFFF et de la disponibilité des ressources;
- l'amélioration de la cohérence des politiques forestières mondiales et une compréhension internationale commune de la gestion durable des forêts;
- le renforcement de la coopération, de la coordination et de l'engagement dans le domaine des questions liées aux forêts;
- les réformes du DAES de l'ONU relatives au FNUF.

Il décide également que la FNUF14 se tiendra au siège de l'ONU à New York, du 6 au 10 mai 2019.

La Résolution de portée générale

Le projet de résolution de portée générale a été distribué pour commentaire, jeudi après-midi puis vendredi matin et après-midi, et a subi des révisions successives pour refléter les observations des États membres, avant d'être finalement adopté, vendredi après-midi.

Au début de la session de jeudi matin, le G-77 / Chine, appuyé par El Salvador et la Thaïlande, a souligné plusieurs éléments qu'il souhaitait voir reflétés dans le projet de résolution qui devait être distribué plus tard dans la journée, éléments comprenant notamment, ce qui suit:

- recommander que l'AGNU maintienne le statut indépendant du FNUF, avec un secrétariat renforcé;
- souligner l'importance de la stratégie de communication et de sensibilisation;
- souligner la nécessité d'un RMFFF renforcé et élargi;
- saluer l'offre de la Chine d'accueillir un bureau du RMFFF; et
- appeler à une augmentation des contributions au Fonds d'affectation spéciale.

Jeudi après-midi, passant en revue le projet de résolution, le G-77/Chine a suggéré d'y ajouter un paragraphe sur l'importance de la stratégie de communication et de sensibilisation aux forêts "et à la vie sur terre". Au sujet du chapitre consacré aux MMCE, le délégué a appelé au renforcement des références au RMFFF et au Fonds d'affectation spéciale. Ré-évoquant la réforme du DAES des Nations Unies, il a réitéré ses appels à ajouter des références au renforcement du Secrétariat du FNUF et au maintien de son indépendance.

Le Groupe africain a demandé le maintien d'un paragraphe sur les critères de succès pour le projet de stratégie de communication et de sensibilisation.

Le Mexique a proposé d'ajouter plusieurs références aux "parties prenantes pertinentes" dans le chapitre consacré aux processus de SEER.

L'Ukraine a appelé à ajouter «renforcement des capacités» dans un paragraphe qui prie le Secrétariat, en consultation avec les membres intéressés du Forum et les membres du PCF, d'initier l'élaboration du mécanisme d'échange d'informations en ligne du RMFFF, mentionné dans les directives.

La Chine a souligné que le bureau du RMFFF, qui sera établi en Chine, travaillera conformément au règlement intérieur de l'ONU, ajoutant que son budget sera négocié avec le DAES des Nations Unies.

Les États-Unis ont suggéré de supprimer le libellé sur la nécessité de ressources financières, techniques et humaines suffisantes permettant de s'assurer d'un fonctionnement efficace du RMFFF.

La Nouvelle-Zélande, appuyée par l'Australie, a proposé d'ajouter un libellé encourageant les membres du PCF et d'autres organismes concernés à utiliser l'EEBM.

L'Australie a proposé d'ajouter une demande au Secrétariat de compiler toutes les CNV communiquées dans un répertoire public centralisé.

Le secrétaire du FNUF, Khane, a déclaré que les observations seront prises en compte et qu'un nouveau projet de résolution sera distribué par courriel dans la soirée.

Vendredi, la plénière a examiné le projet de résolution révisé. Les commentaires ont porté sur le financement du RMFFF, l'offre de la Chine de l'accueillir, le renforcement de la collaboration avec d'autres conventions sur les aspects liés aux forêts et l'intégrité du travail des Nations Unies sur les forêts.

Concernant les rapports nationaux volontaires, l'UE a demandé un descriptif de la publication "phare" proposée et la présentation de l'EEBM à la FNUF14.

Dans le libellé consacré aux MMCE, au sujet du financement des projets forestiers par le biais du FVC, le Mexique a demandé une formulation accueillant avec satisfaction le lancement du programme pilote relatif au processus de REDD+.

En ce qui concerne le développement de l'efficacité et de l'utilité du RMFFF, la Suisse et le Japon ont précisé 'renforcement des capacités pour le financement de la GDF'.

Concernant la facilitation des efforts nationaux sur les OMF et les ODD liés aux forêts, les États-Unis, contrés par le Groupe africain, la Jamaïque et l'Algérie, ont proposé de demander un financement plutôt solide, que continu et accru, pour le Réseau. L'UE a préféré la suppression de la référence au financement.

Au sujet de l'offre de la Chine d'accueillir le Réseau, les États-Unis, l'UE, l'Inde et le Japon ont suggéré de plutôt prendre note de l'offre que d'exprimer leur appréciation, l'UE ajoutant un lien explicite de ce bureau avec le FNUF. La Suisse a souligné la cohérence avec les règles et règlements de l'ONU. L'Inde, appuyée par le Mexique et le Groupe africain, a demandé plus de détails concernant l'arrangement. La Chine a distribué une note conceptuelle concernant sa proposition. Le Japon a posé des questions sur les éventuelles implications budgétaires.

Concernant le nouveau plan de travail du PCF, l'UE a appelé à encourager le PCF à développer et à commencer la collecte de fonds pour ses nouvelles activités.

Au sujet de l'invitation des conventions à travailler avec le Secrétariat du FNUF, les États-Unis ont précisé que les correspondants nationaux du FNUF devraient s'engager avec les correspondants des conventions dans leurs pays respectifs. Le

Mexique, le Groupe africain, la Fédération de Russie et l'Iran ont suggéré d'ajouter le cadre de neutralité de la dégradation des terres de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et, avec la Suisse et le Pakistan, la Convention de Ramsar. Le Pakistan a également souligné les récents développements survenus au sein de la FAO en matière de foresterie urbaine.

La Suisse a souligné que la mise en œuvre du PSNUF aux niveaux régional et infrarégional devrait utiliser les forums régionaux sur le développement durable.

L'Indonésie a demandé une nouvelle formulation prenant note de l'invitation du Comité des forêts de la FAO à examiner le potentiel des commissions régionales des forêts de la FAO et à l'inclure dans l'ordre du jour de la FNUF14.

Au sujet de la tenue d'une manifestation spéciale sur les forêts au FPHN de 2018, l'UE a plaidé pour y inscrire la sensibilisation sur les rôles multiples des forêts, comme un objectif, mais n'a pas invité les États membres du FNUF à la co-parrainer.

Concernant la capacité du FNUF à remplir son mandat et son rôle, les États-Unis ont préféré en souligner plutôt la valeur, que le maintien de l'intégrité, du sous-programme 8: Gestion durable des forêts du budget ordinaire des Nations Unies Programme 7: Affaires économiques et sociales. L'Égypte, au nom du G-77/Chine, a ajouté sous-programme 8 à la fois actuel et futur. La Bolivie a souligné la préservation du FNUF et la participation de la société civile et des jeunes.

Dans une annexe consacrée au projet de stratégie de communication et de sensibilisation, la Fédération de Russie a demandé la reconnaissance de la Décennie d'action pour la nutrition 2016-2025 et, avec le Costa Rica, l'Algérie et l'Iran, de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028).

Dans une annexe consacrée aux directives à l'intention du RMFFF, l'UE a préféré mettre l'accent sur le mandat de base du RMFFF pour faciliter la collecte de fonds, et inclure des critères d'éligibilité pour l'établissement des priorités.

A propos d'un paragraphe reconnaissant la nécessité de ressources suffisantes pour le RMFFF, les États-Unis et l'UE ont préféré que le paragraphe stipule plutôt que «des ressources suffisantes favoriseront un fonctionnement efficace du RMFFF» que des ressources suffisantes sont «nécessaires» à son fonctionnement efficace. Le délégué des Bahamas a souhaité savoir si l'affectation des ressources du RMFFF serait fondée sur les besoins.

Le président a ensuite suspendu la session pour la tenue de consultations informelles à 11h30.

Lorsque la session a repris à 15h30, le Secrétaire du FNUF a lu une note sur les implications budgétaires de la proposition de résolution.

La Suisse, avec les États-Unis, la Fédération de Russie et le Groupe africain, a demandé la suppression d'un paragraphe qui "prend note de l'invitation lancée au Forum, par le Comité des forêts de la FAO à sa 23ème session, d'examiner l'offre potentielle des Commissions régionales des forêts pour renforcer la participation régionale/infrarégionale et, à cet égard, encourage les organismes et processus régionaux et infrarégionaux à tirer pleinement parti du travail des commissions pour faciliter leur contribution à l'accélération de la réalisation des objectifs et cibles forestiers mondiaux". Ces délégués ont argué que le sujet n'avait pas été discuté et que le libellé est nouveau. Les États-Unis ont proposé un autre libellé appelant à un examen de la question à la FNUF14. Le dit libellé a été appuyé et inclus dans la résolution.

Après l'adoption de la résolution révisée telle qu'amendée, les États-Unis ont fait part de leurs "sérieuses inquiétudes" au sujet d'une formulation qui se réfère à un transfert de technologies à des conditions autres que celles convenues d'un commun accord, ajoutant son opposition à tout libellé portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle.

Les ONG ont appelé à une cohérence et une cohésion accrues entre les objectifs, les cibles et les instruments internationaux actuels sur les forêts.

Le Nigéria a souligné la nécessité pour le FNUF d'élaborer un guide pour la formation des pays en matière de mobilisation des fonds pour les projets forestiers.

Résolution finale: La résolution de la FNUF13 contient sept chapitres et deux annexes.

Concernant la mise en œuvre du PSNUF, la FNUF13:

- encourage les États membres du FNUF à annoncer les CNV à la FNUF14;
- adopte la stratégie de communication et de sensibilisation;
- prie le Secrétariat de présenter des rapports sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie de communication et de sensibilisation, à la 14e session du FNUF et aux sessions ultérieures, et de produire une publication brève et concise sur les OMF et les cibles à atteindre;
- réaffirme que la mise en œuvre effective de la GDF dépend de la contribution de toutes les parties prenantes concernées; et
- reconnaît que d'ici 2050, au moins les deux tiers de la population mondiale vivront dans des zones urbaines et souligne la nécessité d'intégrer les aires forestières et les arbres dans les paysages urbains en tant qu'aspect essentiel de la planification et du développement urbains.

Au sujet du suivi, de l'évaluation et de l'établissement des rapports, la FNUF13:

- adopte le format des rapports nationaux volontaires initiaux figurant à l'annexe 1 du document E.CN.18/2018/4, reconnaissant que le format est un document évolutif qui peut être amélioré et affiné sur la base de l'expérience acquise;
- décide que le Forum examinera les résultats de la première série de rapports nationaux volontaires à la FNUF15 et invite les États membres à soumettre leurs rapports nationaux volontaires au Secrétariat d'ici mi-novembre 2019;
- décide que la FNUF15 examinera le calendrier de la prochaine série de rapports, en tenant compte de l'évaluation à mi-parcours du Forum par l'AIF en 2024;
- prie le Secrétariat d'élaborer, en se fondant sur la première série de rapports et en consultation avec les membres du Forum, les organisations membres du PCF et les parties prenantes concernées, une publication "phare" sur les progrès accomplis vers la réalisation des OMF et des cibles, pour fin 2021, et prie également le Secrétariat de présenter un rapport sur la planification de cette publication à la FNUF15; et
- se félicite des progrès accomplis dans l'élaboration de l'EEBM et encourage les organisations membres du PCF et autres organismes concernés à appliquer les indicateurs de l'EEBM prêts à être utilisés, et demande au PCF de poursuivre l'élaboration des indicateurs restants et de rendre compte des progrès accomplis à cet égard, à la FNUF14.

Concernant les moyens de mise en œuvre, la FNUF13:

- se félicite de l'opportunité d'un financement forestier amélioré dans le cadre de la reconstitution de la FEM7;
- se félicite du financement mis à disposition à travers le dispositif forêts et utilisation des terres du FVC, ainsi que du lancement du programme pilote pour les paiements REDD + axés sur les résultats, et invite le FVC à désigner un membre

du personnel pour assurer la liaison avec le Secrétariat du FNUF en vue de promouvoir la coopération dans le cadre du RMFFF, conformément au mandat du FVC;

- adopte les directives régissant le fonctionnement du RMFFF;
- prie le Secrétariat du FNUF, en consultation avec les membres du Forum et les membres du PCF, d'initier la mise en place du mécanisme d'échange en ligne du RMFFF et d'entreprendre les mesures supplémentaires suivantes pour améliorer l'efficacité et la capacité du Réseau à financer la GDF: a) élaborer un guide générique et un module de formation modulaire pour aider les pays à élaborer des stratégies nationales de financement des forêts; et b) partager des données concernant les enseignements tirés et les bonnes pratiques en matière de mobilisation des ressources pour les forêts.
- invite les membres du Forum et d'autres qui sont en mesure de le faire, à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour répondre à la demande croissante des membres et intensifier les activités du Réseau; et
- prend note de l'offre du gouvernement chinois d'établir et de rendre opérationnel un bureau du Secrétariat du FNUF sur le RMFFF à Beijing et demande au Secrétariat du FNUF de fournir des détails supplémentaires et des rapports réguliers sur les dispositions possibles et le fonctionnement du bureau proposé.

Au sujet de la contribution du système des Nations Unies à la mise en œuvre du PSNUF, la FNUF13:

- accueille favorablement le plan de travail du PCF 2017-2020, invite les organes directeurs des organisations membres du PCF à soutenir la mise en application du plan de travail et demande au PCF de présenter des rapports sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre à la FNUF14 et la FNUF15;
- invite les correspondants nationaux du FNUF à engager leurs homologues nationaux chargés des Conventions de Rio et de la Convention de Ramsar à chercher à renforcer la collaboration et les synergies dans la mise en œuvre de leurs engagements respectifs;
- accepte d'examiner, à la FNUF14, l'invitation du Comité des forêts de la FAO à prendre en considération le potentiel des Commissions régionales des forêts de la FAO; et
- accueille favorablement le plan de travail conjoint élaboré par les Grands groupes et le plan de travail complémentaire élaboré par le Grand groupe des Enfants et des Jeunes, et invite les Grands groupes à informer la FNUF14 des progrès accomplis dans la mise en œuvre de leurs plans de travail.

Concernant la contribution du Forum à l'examen du FPHN en 2018, la FNUF13:

- invite le FPHN de 2018 à reconnaître la mise en œuvre du PSNUF et à atteindre ses OMF et ses cibles en tant que moyen efficace d'accélérer les progrès vers la réalisation des ODD et des cibles associées;
- souligne la pertinence du dialogue politique de la FNUF13 pour le FPHN et prie le président de finaliser et transmettre son résumé du dialogue au FPHN comme contribution à son évaluation de 2018; et
- accueille favorablement l'initiative du Bureau de la FNUF13 d'organiser une journée sur les forêts avant la session du FPHN en juillet 2018 pour stimuler les partenariats et les synergies entre les parties prenantes en vue d'accélérer la réalisation de l'ODD 15 et des autres ODD en cours d'examen.

Au sujet des préparatifs de l'évaluation du FPHN en 2019, la FNUF13:

- prie le Secrétariat d'élaborer, en consultation avec les membres du PCF, pour examen à la FNUF14, un document contenant des propositions concernant les contributions des forêts pour

l'accélération de la réalisation de l'ODD 13 (changement climatique), ainsi que des études analytiques de base sur la contribution des forêts à la réalisation d'autres ODD dans l'évaluation du FPHN en 2019;

- invite les membres du Forum, les membres du PCF, les partenaires du système des Nations Unies et les partenaires régionaux, infrarégionaux et les Grands groupes à prendre des initiatives pour accélérer la contribution des forêts à la réalisation des ODD examinés en 2019, et à informer la FNUF14 des progrès réalisés; et
- décide que la FNUF14 finalisera sa contribution au FPHN de 2019 en tenant compte des contributions fournies au Forum.

Au sujet des données concernant la réforme du DAES relative au FNUF, La FNUF13 souligne l'importance de maintenir la capacité actuelle et future du Forum et du sous-programme 8 de l'ONU sur la gestion durable des forêts, de remplir le mandat et le rôle importants du Forum et de réaffirmer leurs mandats approuvés à l'échelle intergouvernementale.

Les versions finales de la stratégie de communication et de sensibilisation et des directives opérationnelles du RMFFF sont annexées à la résolution.

La Séance de clôture

Vendredi après-midi, le rapporteur de la FNUF13, Presas, a présenté le rapport préliminaire de la session (E/CN.18/2018/L.3), à soumettre à l'ECOSOC. Il a été adopté sans amendement.

Le Directeur du FNUF, Sobral, a félicité les délégués pour la réussite du FNUF13, déclarant que le FNUF a franchi une autre nouvelle importante, avec de grandes décisions telles que l'approbation des directives régissant le RMFFF. En réaction à l'annonce faite par Sobral, de sa retraite fin mai, la Suisse, la Fédération de Russie, le Congo, l'Iran, les Grands groupes, les États-Unis, le Brésil, l'UE et la Chine l'ont félicité pour ses accomplissements en tant que directeur du FNUF et pour ses années de service.

Signalant qu'au cours des préparatifs de la FNUF13, il a touché 20 000 jeunes via les médias sociaux, le Grand groupe des Enfants et des Jeunes a réitéré la nécessité d'impliquer les jeunes et les gens qui sont à l'extérieures des salles de négociations dans la mise en œuvre du PSNUF.

L'Équateur a annoncé que le prochain Sommet présidentiel de l'Organisation de coopération du Traitée de l'Amazone aura lieu le 6 juillet 2018 à Quito, en Équateur. A ce sommet, la Colombie et l'Équateur proposeront l'initiative «The Sustainable Amazon to 2030 - Regional Ecosystem Connectivity», qui reliera les efforts de conservation à travers les frontières de l'Amazonie.

Le président de la FNUF13 Yaakob a clos la séance à 16h53.

Compte rendu de la FNUF14

Le président de la FNUF13, Yaakob, a ouvert la FNUF14, vendredi après-midi, pour élire son bureau. Yaakob a rappelé aux délégués que dans la résolution 12/2 du 5 mai 2017, le Forum a décidé d'élire ses dirigeants pour un mandat de deux ans à partir de la FNUF14, afin d'assurer la continuité entre les sessions politiques et les sessions techniques du Forum. Les délégués ont élu Boris Greguška (Slovaquie), désigné par les États d'Europe de l'Est, en tant que président de la FNUF14 et de la FNUF15, et Javad Momeni (Iran), désigné par les États d'Asie/Pacifique, en tant que vice-président. Le Président de la FNUF13, Yaakob, a exhorté les autres groupes régionaux à présenter leurs candidats, le plus tôt possible, étant entendu que les candidats désignés seraient autorisés à participer provisoirement aux réunions du Bureau en attendant qu'ils soient officiellement élus à la reprise de la FNUF14.

La FNUF14 a été suspendue à 16h59.

Brève analyse de la FNUF13

La treizième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF13) s'est réunie après un galop de trois ans à grande vitesse pour préparer et adopter le Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts 2017-2030 et le programme de travail quadriennal couvrant la période 2017-2020, conformément au mandat qui lui a été confié par l'ECOSOC en 2015. La FNUF13 était la deuxième réunion tenue dans le cadre du nouveau format de réunions annuelles, qui alterne les thèmes de mise en œuvre et les conseils techniques, les années impaires, avec ceux du dialogue politique, du développement et de la prise de décision, les années paires.

La composition universelle du FNUF signifie que le rôle essentiel du Forum dans la résolution des problèmes liés aux forêts est affirmé par tous les États, et la FNUF13 a joué un rôle clé dans le renforcement des fonctions du Forum et sa transition de la politique à la pratique.

Cette analyse évalue les avancées accomplies par le FNUF dans la promotion du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts au titre de la période 2017-2030 (PSNUF) et les Objectifs mondiaux sur les forêts (OMF) et examine les mesures prises par le Forum pour s'assurer de la réussite de la mise en œuvre pour tous les types de forêts partout dans le monde à travers la réalisation de la gestion durable des forêts (GDF).

Canopée pour tous

Les forêts et les arbres à l'extérieur des forêts jouent un rôle crucial dans le développement durable, unifiant presque tous les objectifs de développement durable (ODD) à travers leurs multiples avantages pour l'écosystème, notamment des aliments, de l'eau, la régulation du climat et la protection des sols. Ces rôles ont été consacrés dans les trois Conventions de Rio, sur la biodiversité, le changement climatique et la désertification, et reconnus dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans l'Accord de Paris sur le changement climatique. L'importance transversale des forêts a été constamment répétée au cours de la FNUF13, dans l'espoir de voir cela venir renforcer, au sein de l'ONU, la reconnaissance du Forum en tant que principale institution intergouvernementale sur les forêts.

À l'approche de l'édition 2018 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN), qui comprend un examen de la mise en œuvre de l'ODD 15 (la vie sur terre), la FNUF13 s'est concentrée sur les solutions forestières pour le développement durable. La FNUF13 a accompli cette tâche en fournissant aux acteurs étatiques et non étatiques, un processus très inclusif qui a permis à toutes les parties prenantes de rendre compte de leurs actions visant à atteindre les ODD liés aux forêts. De nombreuses déclarations des Grands groupes ont rythmé les délibérations de la semaine, de nombreux représentants soulignant le rôle primordial du Forum et affirmant que les forêts nous rassemblent tous.

Il incombe maintenant aux États membres et aux acteurs non étatiques du FNUF de veiller à ce que ce processus participatif et inclusif atteigne tous les agents potentiels de la GDF à tous les niveaux de gouvernance et de pratique. Les Grands groupes et autres parties prenantes à la FNUF13 se sont bien positionnés aux côtés du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) et des organismes régionaux et infrarégionaux, comme véhicules de la GDF, s'appuyant sur leurs réseaux uniques tissés avec les communautés forestières. Lors des sessions précédentes, les grands groupes ont fait part des préoccupations qui sont les leurs quant au fait qu'ils n'avaient pas bénéficié suffisamment de temps et de reconnaissance de la part du Forum. Cependant, la FNUF13 a été félicitée pour avoir inclus un groupe spécial pour les acteurs

non étatiques pour leur permettre de présenter leurs activités de mise en œuvre du PSNUF et leurs plans de travail. Plusieurs délégations ont reconnu les propositions et les plans de travail de ces acteurs non étatiques, notant les domaines de synergies et d'actions conjointes potentielles en vue de la GDF et le soutien de la mise en œuvre des OMF, du PSNUF et des ODD liés aux forêts.

Alors que les acteurs non étatiques ont marqué le FNUF de leur empreinte, de nombreux États membres ont également réitéré leur engagement en annonçant leurs contributions nationales volontaires (CNV). Les États ont aussi montré leur engagement en adoptant les directives devant encadrer le Réseau mondial de facilitation du financement des forêts (RMFFF) et en prenant note de l'offre de la Chine d'accueillir le bureau de ce dernier.

S'étendre pour réussir

Les membres du FNUF sont en train de pousser le Forum à passer de la politique à la pratique et à prouver sa valeur en «avançant et pas seulement en parlant, pour les forêts, et en traduisant nos paroles en actes». Les connaissances et l'expérience au sein du Forum et la nécessité de passer de la parole à l'action pour donner vie au PSNUF et aux Objectifs mondiaux relatifs aux forêts.

La reconnaissance du fait que le PSNUF est resté quasiment invisible partout dans le monde n'a pas été sans déception, car le Forum avait espéré voir le PSNUF devenir aussi populaire que les ODD et plus encore vu le rôle primordial que jouent les forêts. Un délégué a déclaré: "Il semble que nous étions en train de parler à un mur ces mois écoulés".

Déterminée à changer cela, la FNUF13 a relevé le défi de sortir de sa zone de confort des discussions politiques et techniques pour explorer les éléments nécessaires à une communication solide. Le groupe sur la communication et la sensibilisation a fait exactement cela. Certains représentants des Grands groupes ont fait de fortes observations, soulignant, par exemple, que les communautés ne comprennent pas des objectifs mondiaux relatifs aux forêts tels que «augmenter la superficie forestière de 3% partout dans le monde». La formulation doit être présentée sous forme de question «Combien d'arbres une personne devrait-elle planter et prendre en charge afin de restaurer le couvert forestier»? Les experts en communication ayant montré des moyens efficaces de faire passer le message au public, les délégués ont admis que le libellé soigneusement élaboré du PSNUF n'était pas vraiment compréhensible pour les gens en dehors de la salle, sans doute même pour la plupart des praticiens de la forêt.

En adoptant la stratégie de communication et de sensibilisation, les États membres ont affirmé la nécessité de décomposer la dense formulation du PSNUF et de veiller à communiquer des messages susceptibles de déclencher des changements de mode de vie pour soutenir et protéger les forêts. Les discussions qui ont eu lieu en séance plénière sur le caractère de ces messages et sur les médias à utiliser, montrent que les États membres sont disposés à s'étendre sur de nouveaux territoires et à utiliser tous les moyens possibles pour accroître la pertinence du PSNUF.

La communication ayant été reconnue comme étant la clé pour atteindre le monde au-delà des prémisses des Nations Unies, de nombreuses déclarations ont également souligné la nécessité de travailler dans un cadre plus large permettant de s'attaquer aux moteurs de la déforestation. Les secteurs transversaux tels que l'alimentation, l'eau, l'énergie et les infrastructures ont bénéficié de beaucoup d'attention, le Forum s'étant penché sur la façon de gérer les impacts de la consommation et de la production de produits forestiers et des changements d'utilisation des terres. Les participants à la FNUF13 ont également appelé à une réflexion novatrice pour élaborer des solutions fondées sur le lien avec ces secteurs.

Tous au côté des forêts

Les délégués du FNUF ont également uni leurs forces face aux nouveaux défis rencontrés dans le cadre du repositionnement du système développemental des Nations Unies. Cette question a fait l'objet de spéculations dès le début de la FNUF13. Compte tenu des préoccupations exprimées au sujet de la consultation et de la transparence en la matière, il n'est pas surprenant que les délégués aient insisté pour qu'un point de l'ordre du jour soit consacré à la question. L'ombre de la réforme n'a pas freiné la détermination de la FNUF13 à remplir ses tâches, la réunion ayant réalisé de bons progrès tout au long de la semaine. Les délégués se sont rassemblés derrière le Secrétariat du FNUF, encourageant la poursuite des avancées vers la réalisation de la GDF.

À la fin de la réunion, le sentiment général prévalant à la FNUF13 était que pour peu que le programme forestier soit consistant et soutenu par un plan de travail solide et un financement adéquat, le FNUF allait rester fort. À la FNUF13, les participants ont décidé de s'assurer que le FNUF soit équipé pour accomplir son mandat en adoptant les directives pour le RMFFF, la stratégie de communication et de sensibilisation, et la résolution de portée générale finale et en convenant de leurs contributions à l'examen du FPHN.

Voir les choses depuis le nid du corbeau dans la forêt

Les délégués ont quitté la FNUF13 avec un sens renouvelé des responsabilités, compte tenu de la position avantageuse qu'ils occupent dans le programme forestier avec mandat de travailler à faire du FNUF le premier forum intergouvernemental sur la gestion durable des forêts. La plupart d'entre eux espéraient voir le rapport principal être le véhicule de cette distinction et un moyen de renforcer davantage la capacité de l'ONU à parler d'une seule voix sur les grandes questions forestières. Certains délégués ont exprimé l'espoir de voir le dit rapport devenir la marque de fabrique du Forum.

Le rapport, qui devrait être compilé à partir des rapports nationaux par le Secrétariat du FNUF, serait axé sur les avancées accomplies vers la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts. Contrairement aux discussions ardues qui avaient eu lieu précédemment sur le suivi, l'évaluation et l'établissement des rapports, les discussions sur cette «marque» ont été bienvenues, même si elles étaient empreintes de précautions qu'elles doivent être distinctes et ne pas être simplement une «imitation» de l'Évaluation des ressources forestières mondiales (ERF) de la FAO. Certains ont fait valoir que cela pourrait devenir plutôt le complément axé sur les politiques ou la balise, à l'ERF plus technique.

L'effort immédiat pour trouver une marque simple et puissante pour le Forum à travers sa nouvelle stratégie de communication et de sensibilisation devrait également aider à la transmission du message du FNUF aux acteurs forestiers et à accélérer la réalisation de la GDF.

Le message de la FNUF13 pour l'avenir est en faveur d'un forum efficace et innovant qui fournit des orientations mais qui informe également sur les progrès accomplis dans la gestion, la restauration et la protection des forêts. La réaction du Forum aux défis émergents, par le renforcement de ses fonctions, pourrait bien assurer son avenir dans l'agenda forestier.

À l'heure où la FNUF13 faisait ses adieux au Directeur Sobral qui a guidé le FNUF dans la mémorable galopade à grande allure de l'élaboration du Plan stratégique et du renforcement de l'AIF, les États membres espéraient voir la réussite se poursuivre avec le passage du FNUF de la politique à la pratique pour soutenir la réalisation des objectifs mondiaux relatifs aux forêts, le PSNUF et les ODD.

Réunions à venir

Réunion du groupe d'experts sur l'ODD 15: Les progrès et les perspectives: Le DAES et ses partenaires organisent une réunion d'experts sur l'ODD 15 (la vie sur terre) et son rôle dans la promotion du développement durable, à travers la mise en œuvre du Programme de développement durable pour l'horizon 2018, avant la session du FPHN de 2018. Les objectifs de la réunion sont les suivants: établir le bilan des progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 15; partager les données sur les cas de réussites, les bonnes pratiques et les défis à relever; identifier les domaines de préoccupation particuliers; et proposer des voies et moyens d'avancer en termes de politiques, de partenariats et d'actions coordonnées à tous les niveaux. Ces messages aideront à éclairer le FPHN et l'aideront à planifier ses sessions et serviront à influencer les collaborations et les programmes de travail à partir de 2018. **dates:** 14-15 mai 2018 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN DESA **courriel:** <https://sustainabledevelopment.un.org/contact/> **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/>

Atelier de Forest Europe sur le renforcement de la compétitivité à long terme du secteur forestier dans une économie verte: Cet atelier permettra d'échanger les points de vue sur les futures politiques et gouvernances pour le soutien du développement de la bio-économie forestière dans les sous-régions européennes et pour la détermination des thèmes possibles pour la coopération intergouvernementale au niveau paneuropéen. **date:** 29 mai 2018 **lieu:** Bruxelles, Belgique **contact:** Forest Europe Liaison Unit **téléphone:** +421-45-5314-209 **courriel:** liaison.unit.bratislava@foresteurope.org **www:** <http://foresteurope.org/event/13498>

21e session de la Commission des forêts et de la faune sauvage de la FAO: La Commission des forêts et de la faune sauvage est l'une des six commissions forestières régionales établies par la FAO pour servir de forum politique et technique aux pays et faciliter leurs discussions et traitements des questions forestières au niveau régionale. **dates:** 19-23 juin 2018 **lieu:** Dakar, Sénégal **contact:** Nora Berrahmouni, FAO **courriel:** nora.berrahmouni@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/afwc/31908/en>

Sixième Assemblée du FEM et réunions connexes: L'Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est l'organe directeur du FEM et comprend les 183 pays membres. Il se réunit tous les quatre ans au niveau ministériel pour: examiner les politiques générales; examiner et évaluer le fonctionnement du FEM sur la base des rapports soumis au Conseil; examiner la composition de l'institution; et envisager, pour approbation par consensus, des amendements à l'Instrument pour l'établissement du FEM restructuré sur la base des recommandations du Conseil. **dates:** 23-29 juin 2018 **lieu:** Da Nang, Viet Nam **contact:** Secrétariat du FEM **téléphone:** +1-202-473-0508 **télécopie:** +1-202-522-3240/3245 **courriel:** secretariat@thegef.org **www:** <http://assembly.thegef.org/>

Édition 2018 du Congrès mondial du bambou et du rotin: Organisé par l'Organisation internationale du bambou et du rotin (INBAR) en collaboration avec l'Administration forestière étatique chinoise, le Congrès réunira des ministres, des représentants gouvernementaux, des scientifiques, des écologistes, des éducateurs et des chefs d'entreprise, pour examiner le rôle du rotin dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'INBAR est une institution multilatérale de développement qui aide ses 43 États membres à intégrer le bambou et le rotin dans leurs plans d'action pour le développement durable et dans leurs stratégies d'économie verte. **dates:** 25-27 juin 2018 **lieu:** Beijing, Chine **contact:** Saurabh Upadhyay, INBAR **courriel:** supadhyay@inbar.int **www:** <http://www.barc2018.org/>

SBSTTA-22 de la CDB: La 22ème réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la Convention sur la diversité biologique traitera, entre autres: des aires protégées, de la biodiversité marine et côtière, des liens entre biodiversité et changement climatique, et des données séquentielles numériques sur les ressources génétiques. **dates:** 2-7 juillet 2018 **lieu:** Montréal, Canada **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **télécopie:** +1-514-288-6588 **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <https://www.cbd.int/meetings/SBSTTA-22>

SBI-2 de la CDB: L'Organe Subsidiaire de la CDB sur la mise en œuvre se penchera, entre autres: sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Convention et du Plan stratégique; l'intégration de la biodiversité; la mobilisation des ressources; la coopération avec d'autres conventions; les mécanismes d'examen de la mise en œuvre; le renforcement de l'intégration de l'article 8 j) dans la Convention et dans ses Protocoles; l'examen de l'efficacité des processus établis dans le cadre de la CDB et de ses Protocoles; et l'élaboration du suivi du Plan stratégique. **dates:** 9-13 juillet 2018 **lieu:** Montréal, Canada **contact:** CBD Secretariat **téléphone:** +1-514-288-2220 **télécopie:** +1-514-288-6588 **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <https://www.cbd.int/meetings/SBI-02>

Session 2018 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN): Le thème du FPHN de 2018 sera «Transformation vers des sociétés durables et résilientes». L'ensemble des objectifs de développement durable (ODD) à revoir en profondeur comprend: l'ODD 6 (eau et assainissement), 7 (énergie), 11 (villes durables), 12 (modes de consommation et de production durables), 15 (la vie sur terre) et 17 (partenariats). **dates:** du 9 au 18 juillet 2018 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Division des Nations Unies pour le développement durable **courriel:** <https://sustainabledevelopment.un.org/contact/> **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/FPHN/2018>

Dialogue de haut niveau sur la foresterie urbaine et périurbaine - Travailler ensemble pour maximiser les avantages des forêts et des arbres dans le milieu urbain: Parrainé par la FAO, le dialogue vise à: a) sensibiliser le public aux nombreux avantages découlant d'une gestion efficace des forêts urbaines; b) fournir des arguments solides pour que les villes investissent dans la foresterie urbaine; et c) favoriser la collaboration intersectorielle en vue d'une intégration efficace de la foresterie urbaine dans la planification, la conception et la gestion urbaines. **date:** 16 juillet 2018 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Simone Borelli, FAO **courriel:** simone.borelli@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/urbanforestry/en/>

24ème session de la Commission des forêts de la FAO (COFO 24) et Semaine mondiale des forêts: Le Commission des forêts (COFO) est le plus haut organe statutaire de la FAO chargé des forêts. Les sessions biennales du COFO rassemblent les chefs des services forestiers et d'autres hauts fonctionnaires pour la détermination des questions politiques et techniques émergentes, rechercher des solutions et conseiller la FAO et d'autres parties sur les mesures appropriées à prendre. **dates:** 16-20 juillet 2018 **lieu:** Rome, Italie **contact:** FAO **courriel:** COFO-2018@fao.org **www:** <http://www.fao.org/about/meetings/cofo/en/>

Table ronde sur un accord juridiquement contraignant sur les forêts en Europe: Comme suite à la décision ministérielle de Madrid adoptée en octobre 2015, cette réunion traitera des options pour un suivi procédural et l'exploration des voies et les moyens possibles de trouver un terrain d'entente permettant la conclusion d'un accord juridique contraignant sur les forêts en Europe. **dates:** 19-20 septembre 2018 **lieu:** Bratislava, Slovaquie **contact:** Forest Europe Liaison Unit Bratislava **téléphone:** +421-45-5314-209 **courriel:** liaison.unit.bratislava@foresteurope.org **www:** <http://foresteurope.org/event/13675/>

Edition 2018 de Posadas de UIORF: L'édition 2018 de la Conférence Posadas de UIORF "Gestion adaptative pour les paysages forestiers en transformation" mettra en lumière les changements environnementaux accélérés dans cette ère géologique de l'Anthropocène. La conférence abordera les problèmes découlant de la transformation des forêts en réaction aux pressions de la mondialisation, de la croissance démographique, de la rareté des ressources et de la dégradation écologique. Elle examinera également la façon dont la biodiversité est essentielle au bien-être humain, à l'arrêt de l'érosion des espèces et à la dégradation des écosystèmes, ainsi que l'état d'avancement de la réalisation des objectifs mondiaux relatifs à la biodiversité. La conférence examinera également les valeurs écologiques, économiques et fonctionnelles des paysages, en vue d'améliorer la planification et la prise de décision, ainsi que des solutions opérationnelles permettant de concilier la conservation de la biodiversité et la demande croissante de ressources naturelles et foncières. **dates:** 1-5 octobre 2018 **lieu:** Posadas, Argentine **contact:** Analía Pugener, UIORF **courriel:** UIORF2018@gmail.com **www:** <http://UIORF2018posadas.com/>

76ème session du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE (COFFI): Le Comité examinera et guidera les activités de collecte et d'analyse de données, d'appui aux politiques, de renforcement des capacités et de communication. Sous l'intitulé «Bâtir l'avenir avec les forêts», la réunion se concentrera sur la transition vers une société plus durable et une économie circulaire, basée sur la fourniture de produits forestiers issus de forêts gérées durablement. **dates:** 5-9 novembre 2018 **lieu:** Vancouver, Canada **contact:** Paola Deda, UNECE **téléphone:** +41-22-917-2553 **courriel:** paola.deda@unece.org **www:** <http://www.unece.org/index.php?id=47708>

54ème session du Conseil international des bois tropicaux (CIBT-54) et sessions des commissions connexes: La CIBT-54 examinera, entre autres: les propositions visant à améliorer l'infrastructure de financement de l'OIBT et les stratégies de collecte de fonds; les progrès réalisés dans la mise en œuvre des directives politiques de l'OIBT sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes; et l'application du principe de rotation dans la sélection du Directeur exécutif de l'OIBT. **dates:** 5-10 novembre 2018 **lieu:** Yokohama, Japon **contact:** Secrétariat de l'OIBT **téléphone:** +81-45-223-1110 **télécopie:** +81-45-223-1111 **courriel:** itto@itto.int **www:** http://www.itto.int/workshop_detail/id=5427

Forum mondial sur les forêts urbaines: La FAO, la ville de Mantoue, la Société italienne de sylviculture et d'écologie forestière (SISEF) et le Politecnico di Milano ont annoncé le 1er Forum mondial sur les forêts urbaines. Le Forum rassemblera diverses parties prenantes pour échanger leurs expériences et enseignements, et pour discuter de la mise en place d'une collaboration à long terme possible pour l'élaboration de stratégies de foresterie urbaine et la détermination de solutions basées sur la nature pour un avenir plus vert, plus sain et plus heureux. Le but de ce premier forum est de mettre en exergue des exemples positifs de planification, de conception et de gestion de villes, de cultures, formes, structures et d'histoires diverses, qui utilisent la foresterie urbaine et des infrastructures vertes pour la mise en place de services économiques et environnementaux et pour renforcer la cohésion sociale et la participation du public. **dates:** 28 novembre – 1er décembre 2018 **lieu:** Mantova, Italie **contact:** World Forum on Urban Forests **courriel:** <https://www.wfuf2018.com/en-ww/contacts.aspx> **www:** <https://www.wfuf2018.com/>

FNUF14: La 14ème session du Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF14) traitera de la mise en œuvre du PSNUF, du Programme de travail quadriennal, du SEER et des MMCE pour la GDF. La FNUF14 examinera également la mise en œuvre de la stratégie de communication et de sensibilisation, l'impact de la réforme des Nations Unies sur le FNUF et l'invitation de la Commission des forêts de la FAO à envisager d'utiliser les commissions forestières régionales pour améliorer la participation régionale et sous-régionale. **dates:** 6-10 mai 2019 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Secrétariat du FNUF **téléphone:** +1-212-963-3401 **télécopie:** +1-917-367-3186 **courriel:** unff@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/forests/>

Pour d'autres réunions, consulter <http://sdg.iisd.org/>

GLOSSAIRE

ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-est
PCF	Partenariat de collaboration sur les forêts
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
RCF	Réseau des Communicateurs sur les forêts
ERF	Évaluation des ressources forestières mondiales
FVC	Fonds vert pour le climat
EEBM	Ensemble de base mondial
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
RMFFF	Réseau mondial de facilitation du financement des forêts
OMF	Objectifs mondiaux relatifs aux forêts
FPNH	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
AIF	Accord international sur les forêts
UIORF	UIORF Union internationale des organismes de recherche forestière
Union	
SEER	Suivi, évaluation et établissement des rapports
MMCE	Moyens de mise en œuvre
REDD +	Réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement
ODD	Objectifs de développement durable
GDF	Gestion durable des forêts
DAES	Département des affaires économiques et sociales de l'ONU
CEE-ONU	Commission économique pour l'Europe
FNUF	Forum des Nations Unies sur les forêts
AGNU	Assemblée générale de l'Assemblée générale des Nations Unies
PSNUF	Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts pour 2017-2030
CNV	Contributions nationales volontaires